



PREFET DU JURA

*Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement Franche-Comté*

*Unité Territoriale du Jura*

**Installations Classées pour la  
Protection de l'Environnement**

-----  
**CHIMIREC CENTRE-EST  
9, ZA « LES TOUPES »  
39570 MONTMOROT**

LE PRÉFET,

**Arrêté Préfectoral Complémentaire  
n° 2015-02- DREAL**

**CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE,**

**ARRÊTÉ DE PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES  
CONSTITUTION DE GARANTIES FINANCIÈRES EN APPLICATION  
DE L'ARTICLE R.516-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

VU

- ◆ le Code de l'Environnement – partie réglementaire, livre V, titre 1<sup>er</sup> relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment ses articles R 511-9 ; R 512-39-1 ; R. 513-1 et R 516-1 à R.516-6 et son Chapitre V – Section 8 ;
- ◆ la nomenclature des installations classées définie dans la colonne « A » de l'annexe à l'article R.511-9 du Code de l'Environnement – partie réglementaire ;
- ◆ l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement ;
  - ◆ l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
  - ◆ l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement ;
  - ◆ le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 portant modification de la nomenclature ICPE ;
  - ◆ le décret n° 2013-375 du 02 mai 2013 portant modification de la nomenclature ICPE ;
  - ◆ le décret n° 2013-814 du 11 septembre 2013 portant modification de la nomenclature ICPE ;
  - ◆ le décret n° 2014-285 du 03 mars 2014 portant modification de la nomenclature ICPE ;
  - ◆ la note 2013-265/ EF du 20 novembre 2013 de la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR);
  - ◆ l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 1677- 114/ 2001 du 19 novembre 2001 autorisant la société EURO DECHETS;
  - ◆ l'arrêté préfectoral complémentaire n° 44/ 2009 du 15 avril 2009 autorisant la reprise des activités de la société EURO DECHETS par la société CHIMIREC ;
  - ◆ le courrier de l'exploitant en date du 25 juillet 2013, modifié par courrier du 17 décembre 2013 transmettant sa proposition de calcul des garanties financières, complétée par courriel du 16 juin 2014 et 10 octobre 2014 ;

- ◆ le courrier de l'exploitant en date du **25 mars 2014** transmettant les éléments relatifs à la mise à jour de ses installations au regard de la nomenclature ICPE ;
- ◆ les éléments transmis au cours de la Réunion du jeudi 09 octobre 2014 au sein des locaux de la DREAL FC – UT 39 et complétant les données du courrier précédemment cité ;
- ◆ le dossier de porter à connaissance de modification des conditions d'exploitation dans sa version signée du 04 octobre 2012 ;
- ◆ le courrier de consultation de la DREAL en date du 18 décembre 2014 proposant pour avis le projet d'arrêté préfectoral visant à fixer le montant des garanties financières à constituer au 1<sup>er</sup> juillet 2014 ;
- ◆ l'avis et les propositions, en date du 16 octobre 2014, de l'inspection des installations classées ;
- ◆ l'avis du CoDERST lors de sa séance du 04 novembre 2014 ;

## CONSIDERANT

- ◆ les modifications successives, par Décrets susvisés, apportées à la réglementation et régissant le classement des installations de CHIMIREC ;
- ◆ que les rubriques de la nomenclature doivent utilement être mises à jour dans le cadre du suivi réglementaire des installations exploitées par CHIMIREC sur la commune de MONTMOROT (39) ;
- ◆ que l'exploitant est régulièrement autorisé au titre ICPE et peut bénéficier du reclassement de ses activités au titre du bénéfice de l'antériorité prévu au R. 513-1 du Code de l'Environnement ;
- ◆ que l'exploitant a été en mesure d'apporter les éléments nécessaires dans le cadre de l'instruction de sa demande de bénéfice d'antériorité ;
- ◆ que les installations exploitées par CHIMIREC Centre-Est relève des dispositions de la Section 8 du Chapitre V du Titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement en étant classées IED (ex IPPC) ;
- ◆ que les installations exploitées sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques **n° 2718 et 2790 ; 3510 (Rubrique Principale\_IED) et 3550** de la nomenclature des installations listées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, et quelles sont considérées comme existantes au sens de ce même arrêté ;
- ◆ que ces activités sont exploitées à des niveaux supérieurs aux seuils fixés par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;
- ◆ que la proposition de calcul de garantie financière transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et conclut à un montant de garantie supérieur à 75 000 euros ;
- ◆ que l'exploitant doit constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité de l'ensemble de son site en cas de cessation d'activité de ce dernier, conformément aux dispositions des articles R.516-1 5° et suivants du Code de l'Environnement ;
- ◆ que certains critères utilisés dans le cadre de l'élaboration du montant des garanties financières doivent être fixés par arrêté pour garantir une cohérence du montant constitué ;
- ◆ que les installations visées par les dispositions des articles R. 516-1 et suivants sont soumis à autorisation de changement d'exploitant ;
- ◆ que l'exploitant a été consulté sur le projet d'arrêté préfectoral soumis à l'avis du CoDERST ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du JURA ;

# **ARRÊTE**

## **ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION**

La **SOCIETE CHIMIREC Centre-Est**, représentée par son Président, dont le siège social est situé : **9, ZAC « Les Toupes » - 39570 MONTMOROT**, ci-après dénommée « l'exploitant », **pour les installations qu'elle exploite à la même adresse**, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté.

## **ARTICLE 2 : MODIFICATIONS APPORTEES AUX ACTES ANTERIEURS**

L'article 1.5.4 de l'arrêté préfectoral n° 44/ 2009 du 15 avril 2009 **est abrogé** et remplacé par les dispositions de l'article 14 du présent arrêté ;

Le Titre 5 « Déchets » de l'arrêté préfectoral n°44/ 2009 du 15 avril 2009 **est complété** par les dispositions de l'article 13 du présent arrêté.

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 44/ 2009 du 15 avril 2009 **est abrogé** et remplacé par les dispositions de l'article 3 du présent arrêté ;

## **ARTICLE 3 : MISE A JOUR DE LA NOMENCLATURE**

(voir page suivante)

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Volume autorisé
3510	A	<p><b>3510. Traitement de déchets dangereux</b> Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- traitement biologique</li> <li>- traitement physico-chimique ;</li> <li>- mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et <b>3520</b> ;</li> <li>- reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et <b>3520</b> ;</li> <li><del>- récupération/ régénération des solvants</del></li> <li><del>- recyclage/ récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques</del></li> <li><del>- régénération d'acides ou de bases</del></li> <li><del>- valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution</del></li> <li><del>- valorisation des constituants des catalyseurs ;</del></li> <li><del>- régénération et autres réutilisations des huiles ;</del></li> <li><del>- lagunage.</del></li> </ul> <p>Pas de TGAP</p> <p><b>Rubrique Principale</b></p> <p>BREF WT « Traitement de déchets » (2006)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Installations de décantation</li> <li>- Réservoirs de mélanges dont les huiles</li> <li>- Opérations visant au reconditionnement de déchets</li> </ul>	Capacité de traitement de l'installation dont la quantité est <b>supérieure à 10 t/ jour</b>	<b>249t/j max</b>
3550	A	<p><b>3550. Stockage temporaire de déchets</b></p> <p>Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la <b>rubrique 3540</b>, dans l'attente d'une des activités énumérées <b>aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560</b> avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte</p> <p>Pas de TGAP</p> <p><b>Rubrique Secondaire</b></p> <p>BREF WT « Traitement de déchets » (2006)</p>	Stockage des déchets collectés dont les huiles	Capacité de stockage de déchets (hors production du site) de l'installation dont la quantité est <b>supérieure à 50 t</b>	<b>921 t</b>

2718-1	A	<p>2718. Transit, regroupement ou tri de déchet dangereux</p> <p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793.</p> <p><u>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :</u></p> <p><i>1. Supérieure ou égale à 1 t</i></p> <p><b>Q &gt; 50 t</b></p> <p><b>TGAP = 6</b></p>	<p><b>Quantité de déchets présente dans les installations relevant de cette rubrique</b></p> <p><b><u>Stockages « Vrac » :</u></b></p> <p>4 Cuves aériennes de 20 m<sup>3</sup> d'huiles claires = 72 t</p> <p>5 cuves aériennes de 65 m<sup>3</sup> d'huiles noires+ 1 x 20 m<sup>3</sup> = 310 t</p> <p>1 cuves de 30 m<sup>3</sup> de solvants non chlorés inflammables = 24 t</p> <p>2 cuves de 20 m<sup>3</sup> de liquide de refroidissement usagés = 44 t</p> <p>80 m<sup>3</sup> de filtres à huile usagés (en GRV) = 51 t</p> <p>240 m<sup>3</sup> d'emballages et matériaux souillés = 80 t</p> <p>1 cuve aérienne de 65 m<sup>3</sup> d'eaux souillées = 65 t</p> <p>20 t de déchets pâteux en bennes (2 bennes chargées en permanence sur site)</p> <p><b><u>Stockages de « conditionnés » provenant de déchetteries, de laboratoires et d'autres sources :</u></b></p> <p>30 t de solvants non chlorés</p> <p>8 t d'huiles alimentaires usagées</p> <p>10 t de piles</p> <p>6 t de néons</p> <p>16 t d'aérosols</p> <p>10 t d'amiante (liée et non liée)</p> <p>19 t d'emballages et matériaux souillés</p> <p>1 t de pots catalytiques usés</p> <p>12t de déchets pâteux (20 m<sup>3</sup>)</p> <p>50 t de déchets acides/ basiques (48 t) + phytosanitaires (2 t)</p> <p>9,6 t de solvants chlorés</p> <p>40 t de batteries (bacs étanches)</p> <p>15 t de produits de laboratoire (dont peroxydes organiques, chlorate de soude, isocyanates)</p> <p>18 t de déchets contenant des métaux lourds (boues d'hydroxyde) (fûts et bacs)</p> <p>30 t de DMS de déchetterie (caisses labo, caisses palettes)</p>	<p><b>921 t</b></p> <p><b>23 000 t/an au maximum et au global</b></p> <p><b>toutes catégories confondues</b></p>
--------	---	---	--	--

2790-1-b	A	<p>Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2770 et 2793.</p> <p><u>1. Les déchets destinés à être traités contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.</u></p> <p>b) La quantité de substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations</p> <p><b>TGAP = 6</b></p>	<p>Traitement des déchets dangereux ou des déchets contenant des substances dangereuses</p> <p><u>Stockage en « Vrac » :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 4 cuves aériennes de 20 m<sup>3</sup> d'huiles claires = 72 t ;</li> <li>- 5 cuves de 65 m<sup>3</sup> d'huiles noires = 292 t ;</li> <li>- 1 cuve de 20 m<sup>3</sup> d'huiles noires = 18 t ;</li> <li>- 2 cuves de 20 m<sup>3</sup> de liquide de refroidissement usagés = 44 t ;</li> <li>- 1 cuve de 65 m<sup>3</sup> de résidus aqueux = 65 t</li> <li>- 240 m<sup>3</sup> d'emballages et matériaux souillés = 80 t ;</li> <li>- 2 bennes de 25 m<sup>3</sup> de déchets pâteux = 20 t</li> </ul> <p><u>Stockage de conditionnés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 60 m<sup>3</sup> (Fûts + bacs) d'emballages et matériaux souillés = 19 t</li> <li>- 30 m<sup>3</sup> (Fûts et bacs) de pâteux = 12 t</li> </ul>		<p>622 t</p> <p>(pour mémoire)</p>
2791-2	DC	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.</p> <p><u>La quantité de déchets traités étant :</u></p> <p>2. Inférieure à 10 t/j.</p> <p><b>Pas de TGAP</b></p>	<p>Traitement des plastiques non dangereux</p> <p>Concerne les installations de transformation, broyage</p>	<p>Quantité de déchets traités par jour au max</p>	<p>2 t/ jour</p> <p>soit 260 t/ an</p>
2795-2	DC	<p>Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses au sens de la rubrique 1000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux.</p> <p><u>La quantité d'eau mise en œuvre étant :</u></p> <p>2. Inférieure à 20 m<sup>3</sup>/j.</p> <p><b>Pas de TGAP</b></p>	<p>Lavage de fûts</p>	<p>Consommation journalière d'eau</p>	<p>2 m<sup>3</sup>/Jour</p>

1432-2	NC	<p>Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de)</p> <p><u>2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 :</u></p> <p><i>b) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m<sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100 m<sup>3</sup></i></p> <p>Volume autorisé &lt; à 100 m<sup>3</sup></p> <p>Pas de TGAP</p>	1 cuve compartimentée enterrée de 30 m <sup>3</sup> de gazole routier et de 5 m <sup>3</sup> de GNR	Volume équivalent de liquides inflammables de la catégorie de référence	1,4 m <sup>3</sup> Eq.
1435	NC	<p>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.</p> <p><u>Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence [coefficient 1] distribué étant :</u></p> <p>Volume autorisé &lt; à 100 m<sup>3</sup></p> <p>Pas de TGAP</p>	2 pistolets de distribution	Volume distribué par an	256 m <sup>3</sup> / an de GO et GNR soit 51 m <sup>3</sup> / Eq.
2711	NC	<p>Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques</p> <p><u>Le volume susceptible d'être entreposé étant :</u></p> <p>Volume autorisé &lt; à 100 m<sup>3</sup></p> <p>Pas de TGAP</p>	2 bennes de 30 m <sup>3</sup> = 10 tonnes (d = 0,33)	Volume stocké	60 m <sup>3</sup> = 10 t
2713	NC	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.</p> <p>La surface étant :</p> <p>Volume autorisé &lt; à 100 m<sup>2</sup></p> <p>Pas de TGAP</p>	2 bennes de ferrailles	Surface occupée par le stockage	30 m <sup>2</sup>
2714	NC	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.</p> <p><u>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</u></p> <p>Volume autorisé &lt; à 100 m<sup>3</sup></p> <p>Pas de TGAP</p>	benne de 30 m <sup>3</sup> 1 benne de 25 m <sup>3</sup> 1 benne de 5 m <sup>3</sup>	Volume max présent sur site	60 m <sup>3</sup>

2925	NC	<b>Accumulateurs (ateliers de charge d').</b> <u>La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW</u> Volume autorisé < à 50 kW <b>Pas de TGAP</b>	<b>10 chargeurs</b>	Puissance du courant continu utilisable	<b>17 kW</b>
------	----	--	---------------------	---	--------------

\* Rubriques de la nomenclature relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

\*\*A : Autorisation ; E : Enregistrement ; DC : Déclaration avec Contrôle périodique ; D : Déclaration ; NC : Non Classable

\*\*\*Volume autorisé : Eléments caractérisant la consistance de l'installation au regard de son critère de classement

\*\*\*\* La Taxe Générale sur les Activités Polluantes est donnée à titre indicatif et pourra évoluer au gré de la réglementation et de la teneur des activités

#### **ARTICLE 4 : OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour l'ensemble des activités exploitées sur le site. Elles sont constituées dans le but de garantir la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du Code de l'Environnement,

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

L'exploitant devra constituer, **dans le mois suivant la notification du présent arrêté** et jusqu'à la clôture du dossier de cessation d'activité du site, des garanties financières dans les conditions prévues à l'article R.516-1 5° du Code de l'Environnement et à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, à savoir :

- 20 % du montant initial des garanties financières **dans le mois suivant** la notification du présent arrêté,
- 20 % supplémentaires du montant initial des garanties financières par an pendant 4 ans ou [10 % supplémentaires du montant initial des garanties financières par an pendant 8 ans en cas de constitution sous forme d'une consignation entre les mains de la Caisse de Dépôts et Consignation] à chaque 1<sup>er</sup> juillet selon l'échéancier ci-dessous.

Le montant initial des garanties financières, défini sur la base de l'arrêté du 31/05/12 susvisé relatif au calcul des garanties financières, **est fixé à 215 621, 67 euros HT arrondi** (avec un indice TP 01 fixé à 700,4 (*indice juin 2014* : source : <http://www.bdm.insee.fr/>) soit **258 746 euros TTC arrondi** avec une Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) fixée à 20 %.

#### **ECHEANCIER :**

##### **option 1 (garantie) :**

2014 – 30 juin 2015	51 749,2 €
1 <sup>er</sup> juillet 2015 – 30 juin 2016	103 498, 40 €
1 <sup>er</sup> juillet 2016 – 30 juin 2017	155 247, 60 €
1 <sup>er</sup> juillet 2017 – 30 juin 2018	206 996, 80 €
1 <sup>er</sup> juillet 2018 – 30 juin 2019	258 746 €

##### **option 2 (caution) :**

2014 – 30 juin 2015	51 749, 20 €
1 <sup>er</sup> juillet 2015 – 30 juin 2016	77 623, 80 €
1 <sup>er</sup> juillet 2016 – 30 juin 2017	103 498, 40 €
1 <sup>er</sup> juillet 2017 – 30 juin 2018	129 373 €
1 <sup>er</sup> juillet 2018 – 30 juin 2019	155 247, 60 €
1 <sup>er</sup> juillet 2019 – 30 juin 2020	181 122, 20 €
1 <sup>er</sup> juillet 2020 – 30 juin 2021	206 996, 80 €
1 <sup>er</sup> juillet 2021 – 30 juin 2022	232 871, 40 €
1 <sup>er</sup> juillet 2022 – 30 juin 2023	258 746 €

#### **ARTICLE 6 : ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Le document attestant la constitution des garanties financières est délivré par l'un des organismes prévu à l'article R.516-2 du Code de l'Environnement.

Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Le document attestant de la constitution des 20 % du montant initial des garanties financières est transmis à l'inspection des installations classées, **au plus tard, 1 mois après la notification du présent arrêté.**

Les documents attestant de la constitution des incréments suivants sont transmis à l'inspection des installations classées **au moins trois mois avant chaque 1<sup>er</sup> juillet des années de constitution prévues par l'échéancier ci-dessus.**



## **ARTICLE 7 : RENOUELEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Le renouvellement du montant total des garanties financières intervient **au moins trois mois avant** la date d'échéance du document prévu à l'article 6 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, **au moins trois mois avant** la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

## **ARTICLE 8 : ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du Code de l'Environnement, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01.

Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé.

## **ARTICLE 9 : RÉVISION ET MODIFICATIONS IMPACTANT LE MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation.

De même, l'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, telles que définies à [l'article R. 516-1](#).

## **ARTICLE 10 : ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES**

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article [L.171-8](#) de ce code. Conformément à l'article [L.171-9](#) du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

## **ARTICLE 11 : APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Le Préfet peut faire appel aux garanties financières à la cessation d'activité, pour assurer la mise en sécurité du site en application des dispositions mentionnées à l'article [R.512-39-1](#) du Code de l'Environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant de ces dispositions, après intervention des mesures prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

L'appel des garanties financières additionnelles liées à la gestion des pollutions des sols et des eaux souterraines, si elles existent, répond aux mêmes principes.

## **ARTICLE 12 : LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIÈRES**

L'obligation de garanties financières est levée, en tout ou partie, à la cessation d'exploitation totale ou partielle des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles [R.512-39-1](#) à [R.512-39-3](#) par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral, après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

En application de l'article R.516-6 du Code susvisé, les sanctions administratives seront portées à la connaissance du « Garant » par M. Le préfet du JURA.

## **ARTICLE 13 : QUANTITÉS MAXIMALES DE DÉCHETS POUVANT ÊTRE ENTREPOSÉES SUR LE SITE**

A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous, sur la base desquelles le montant des garanties financières fixé à l'article 5 du présent arrêté a été calculé.

Type de déchets	Nature/ conditionnement des déchets	Quantité max sur site
<b>Déchets <u>non</u> dangereux</b>		
Métaux	2 bennes de 30 m <sup>3</sup>	60 m <sup>3</sup> (30 m <sup>2</sup> )
Plastiques/ bois/ papiers/ cartons/ textiles	Bennes	60 m <sup>3</sup>
<b>Déchets dangereux</b>		
<b>Stockage en « VRAC »</b>		
Huiles usagées (noires et claires)	4 cuves aériennes de 20 m <sup>3</sup> d'huiles claires (72 t) 5 cuves aériennes de 65 m <sup>3</sup> + 1 cuve de 20 m <sup>3</sup> d'huiles noires (310 t)	415 m <sup>3</sup> = 382 t
Eaux souillées	1 cuve aérienne de 65 m <sup>3</sup> (65 t)	65 m <sup>3</sup> = 65 t
Filtres à huile usagés	GRV étanches abrités (environ 1 m <sup>3</sup> )	80 m <sup>3</sup> = 51 t
Emballages et matériaux souillés	Bennes étanches couvertes	240 m <sup>3</sup> = 80 t
Solvants non chlorés	1 cuve de 30 m <sup>3</sup>	30 m <sup>3</sup> = 24 t
Pâteux usagés	Boues de peinture, graisses, boues de séparateur à hydrocarbures, etc...	50 m <sup>3</sup> = 20 t
Liquides de refroidissement usagés	2 cuves de 20 m <sup>3</sup>	40 m <sup>3</sup> = 44 t
<b>Autres conditionnements : GRV / Fûts / Big bag</b>		
Pâteux usagés	GRV / Fûts / Big bag	30 m <sup>3</sup> = 12 t
Acides et bases usagés	GRV / Fûts / Big bag	48 m <sup>3</sup> = 48 t
Péroxides organiques	GRV / Fûts / Big bag	1 m <sup>3</sup> = 0,2 t
Solvants non chlorés inflammables	GRV / Fûts / Big bag	40 m <sup>3</sup> = 30 t
Solvants chlorés	GRV / Fûts / Big bag	8 m <sup>3</sup> = 9,6 t
Huiles alimentaires	GRV / Fûts / Big bag	10 m <sup>3</sup> = 8 t
Déchets d'emballages ayant contenus des produits phytosanitaires	GRV / Fûts / Big bag	12 m <sup>3</sup> = 2 t
Tubes néon, ampoules usagés	GRV / Fûts / Big bag	14 m <sup>3</sup> = 6 t
Piles	GRV / Fûts / Big bag	10 t
Batteries	GRV / Fûts / Big bag	40 m <sup>3</sup> = 40 t
Aérosols	GRV / Fûts / Big bag	84 m <sup>3</sup> = 16 t
Isocyanates	GRV / Fûts / Big bag	1 m <sup>3</sup> = 1 t
Déchets contenant des métaux lourds	GRV / Fûts / Big bag	40 m <sup>3</sup> = 20 t
Produits de laboratoire usagés	GRV / Fûts / Big bag	11,6 t
Emballages et matériaux souillés	GRV / Fûts / Big bag	60 m <sup>3</sup> = 19 t
DEEE	GRV / Fûts / Big bag	60 m <sup>3</sup> = 10 t
Amiante	GRV / Fûts / Big bag	20 m <sup>3</sup> = 10 t
Pots catalytiques usés	GRV / Fûts / Big bag	1 t
<b>Carburants</b>		
Gasoil	./.	Cuve compartimentée 30 m <sup>3</sup> = 26 t
Gazole Non Routier ( GNR )	./.	Cuve enterrée 5 m <sup>3</sup> = 4 t

## ARTICLE 14 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Le changement d'exploitant est **soumis à autorisation préfectorale**. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières, **au moins trois mois avant le changement effectif d'exploitant**.

Lorsque le changement d'exploitant n'est pas subordonné à une modification du montant des garanties financières, l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires n'est pas requis. **A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de 3 mois**, le silence gardé par le préfet vaut autorisation de changement d'exploitant.

## ARTICLE 15 : SANCTIONS

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 7 du livre I du Code de l'Environnement.

**L'exploitant est informé que les sanctions administratives seront portées à la connaissance du garant par M. Le Préfet du JURA conformément aux dispositions du R.516-6 du Code susvisé.**

## **ARTICLE 16 : FRAIS**

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 17 : NOTIFICATION ET PUBLICITE**

Le présent arrêté sera notifié à la **SOCIETE CHIMIREC Centre-Est – 9, ZAC « Les Toupes » - 39570 MONTMOROT.**

Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins du bénéficiaire du présent arrêté.

Un extrait sera publié, aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux et affiché en mairie de **MONTMOROT** par les soins du Maire pendant un mois.

## **ARTICLE 18 : EXECUTION ET AMPLIATION**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du JURA, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté ainsi que M. le Maire de MONTMOROT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- M. le Maire de MONTMOROT,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté à BESANCON,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement à LONS-LE-SAUNIER - Unité Territoriale du JURA à LONS LE SAUNIER.

A LONS-LE-SAUNIER, le **2 – FEV. 2015**

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Renaud NURY

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au **Tribunal Administratif de BESANCON (25)** :

1. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte lui a été notifié.
2. Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts visés aux articles L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

